



Lettre ouverte au ministre Wolfgang Schäuble

Antonio Padoa-Schioppa

Monsieur le Ministre, je m'adresse à Vous, en tant que citoyen italien et européen, pour exprimer ma profonde préoccupation, oserais-je dire mon angoisse, pour les derniers évènements.

La détermination de l'Allemagne et de son gouvernement à poursuivre une politique budgétaire rigoureuse n'est absolument pas une nouveauté, puisqu'elle a été bien annoncée dès le Traité de Maastricht. Il s'agit, bien sûr, d'un choix juste et sain que tout Pays devrait faire, car tout surendettement finirait par grever injustement nos enfants et nos petits-enfants. Je crois que, aujourd'hui, ce message ait été assimilé par tous, grâce aussi au gouvernement allemand. Le Pacte budgétaire a donné davantage d'envergure aux instruments destinés à sa mise en fonction. Avec le gouvernement de M. Mario Monti même mon Pays semble avoir – enfin – compris ce message.

Mais cela n'est pas suffisant. Dans l'état actuel de récession économique, un traitement trop pressé et maladroit pourrait nuire, voire tuer le malade. Les bilans nationaux se détériorent de plus en plus au lieu de s'améliorer, puisque l'économie et les entrées reculent, et le *spread* déterminé par les marchés monte jusqu'à rendre impossible tout effort de redressement, comme la situation de la Grèce nous le montre de façon exemplaire.

Il devait être élucidé dès le début – et encore plus à l'heure actuelle – que nul Pays de la zone euro ne sera abandonné à son sort. Le sauvetage de la Grèce, bien entendu à certaines conditions, est juste, est dû, est indispensable. Le destin de l'euro, désormais la deuxième devise au niveau mondial, serait profondément marqué par l'expurgation d'un Pays de l'Union. Et les conséquences pour les autres Etats membres, y compris l'Allemagne seraient très graves du point de vue économique, financier et bancaire. Gare à affirmer inconsidérément que la sortie de la Grèce est possible.

La responsabilité historique de l'Allemagne dans cette phase est énorme, beaucoup plus grande par rapport à tout autre Pays de l'Union. La situation de la zone euro est désormais ingérable. Votre économie, la plus forte au niveau continentale, a même pu tirer profit de la crise des autres Pays de l'Union. Votre dette publique est un tiers inférieure par rapport à la dette italienne, mais les intérêts sont incomparablement plus favorables: proche du zéro en Allemagne, 5% en Italie. Cet état des choses n'est pas juste, et il va nous mener à un point mort.

Le gouvernement allemand, à tort ou à raison, est en train d'accréditer la naissance, en Europe, d'un sentiment antiallemand que l'on espérait avoir exorcisé pour toujours. Ce serait terrible si cela se produisait. Ce serait la fin du rêve (devenu réalité) d'une Allemagne européenne, qui a remplacé depuis soixante années le cauchemar d'une Europe allemande. Ce serait ni plus ni moins la fin du projet de l'union européenne. Si des personnalités prestigieuses telles que Helmut Kohl, Helmut Schmidt, Gerhard Schröder, Joschka Fischer, Jürgen Habermas, Ulrich Beck – juste pour citer quelques personnages illustres – ont tout récemment tiré la sonnette d'alarme, ne serait-ce pas les cas de s'inquiéter? Ne serait-ce pas le cas de prendre des mesures d'urgence et de réfléchir sur-le-champ sur les mesures à prendre?

Le gouvernement allemand joue avec le feu. Il faut que Vous le sachiez.

Nous n'avons pas oublié le document historique avec lequel Vous, Monsieur le Ministre, et Karl Lamers avez avancé, en novembre 1994, la transition de l'Europe communautaire à une union fédérale. Ce qui n'était – à ce moment-là – qu'une noble intention, est désormais devenu la seule alternative, concrète et réaliste, à la crise de l'union. Sa dissolution serait une catastrophe comparable à celle d'une troisième guerre mondiale. Le seul projet en mesure de racheter l'image de l'Europe aux yeux du monde au 20^{ème} siècle s'évanouirait pour toujours, tombant dans le vaste réservoir des échecs qui caractérisent l'histoire de l'humanité. Comme Vous le savez très bien – et tout le monde est tombé d'accord sur ce point – la crise de l'euro déclencherait une très grave crise économique même en Allemagne.

Etant donné les circonstances, quelles sont donc les conditions que le gouvernement allemand serait prêt à accepter pour mettre l'euro en sécurité et pour soutenir la création d'une véritable fiscalité européenne, avec le support du Parlement européen? Ce complément fondamental de l'union monétaire avait été clairement individué dès le début: il avait même été proposé par l'Allemagne aux autres états membres de la CEE dès 1992, mais sans succès suite aux réserves françaises. Il est maintenant indispensable de renouveler cette requête, d'abord à la France et aux autres Pays de la zone euro. La crise actuelle rend cette mesure désormais incontournable.

Voilà donc le cœur du problème: il est indispensable que le gouvernement allemand affirme d'une façon nette et claire si la conditio sine qua non pour le lancement d'un grand plan de développement soutenable au niveau européen, pour la création d'une véritable fiscalité européenne avec des ressources et des impôts propres de l'Union, et pour la prise de responsabilité commune des dettes souveraines de la zone euro –mesures, bien entendu, strictement liées au redressement des comptes par les Pays en difficulté – est la décision de mettre en place la formation d'un gouvernement démocratique de l'Union: donc, la décision partagée de créer une véritable union politique fédérale, comprenant la défense et la sécurité communes, responsable vis-à-vis du Parlement européen et du Conseil des Etats de l'Union. Tout de suite, non dans un futur indéterminé.

Il s'agit, bien sûr, d'un parcours complexe, mais l'aspect le plus important demeure l'établissement et le partage de l'objectif, en établissant dès maintenant avec précision les temps des étapes intermédiaires. Les marchés ne sont pas aveugles. Bien au contraire, ils vont – eux aussi – en prendre acte bien avant que le projet ne soit accompli.

Nous sommes convaincus que la réponse à une telle proposition de l'Allemagne à l'Europe ne pourra qu'être positive. Le Parlement européen, le seul organisme de représentation démocratique des citoyens européens, dira oui. L'Italie dira oui. Une très grande partie des gouvernements de l'Union européenne dira oui. Et cette fois-ci la France hésitera à rejeter la seule vie qui peut faire sortir l'Union, et surtout la zone euro, de la crise, vers un développement soutenable, vers l'avenir.